

# La portée internationale et le coût de la corruption et du blanchiment de capitaux

L'honorable Roy Cullen, C.P., député

Présentation au

Collège universitaire Malaspina

Le 15 novembre 2007



MALASPINA  
UNIVERSITY-COLLEGE



HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES



## Contexte géopolitique

- Écart entre pays « riches » et nations « prolétaires »
- Effets de la mondialisation
- Radicalisme et terrorisme
- Migration accrue
- Mobilité des capitaux de placement
- Consolidation des sociétés



## Contexte géopolitique

- Écart entre pays « riches » et nations « prolétaires »
- Effets de la mondialisation
- Radicalisme et terrorisme
- Migration accrue
- Mobilité des capitaux de placement
- Unification ministérielle



# Incidence de la corruption

- Répandue : existe dans tous les pays du monde;
- Petite corruption et corruption « importante »;
- Symptôme de faiblesse des régimes politique, social, judiciaire et économique d'un pays;
- Adopte diverses formes, dont la subornation, le népotisme, le favoritisme, le vol de biens de l'État, l'évasion fiscale, le détournement de revenus et la fraude électorale.



## Effet de la corruption

- Les retentissements sont profonds et ont une incidence sur tous les aspects de la vie sociale, politique et économique.
- La qualité et la stabilité des systèmes de gouvernance sont réduites.
- La corruption diminue les résultats économiques.
- Elle divise et contribue d'une manière significative à l'écart social et aux conflits.



# Relation entre pauvreté et corruption

- Revenu national brut (RNB) des 10 pays les plus corrompus
- *10 pays les plus corrompus\**
- *(en commençant par le pire)*

	<i>RNB par habitant</i> <i>(É.-U. = 34 280 \$)**</i>	<i>Classement</i> <i>mondial du RNB</i> <i>(sur 208)**</i>
● Bangladesh	1 600 \$	173
● Nigeria	790 \$	199
● Haïti	1 870 \$	166
● Paraguay	5 180 \$	106
● Tadjikistan	1 140 \$	184
● Géorgie	2 580 \$	148
● Cameroun	1 580 \$	174
● Azerbaïdjan	2 890 \$	141
● Angola	1 690 \$	171
● Kenya	970 \$	190

- \*Source : Transparency International : Index des Perceptions de la Corruption 2003
- \*\*Source: Banque mondiale : Atlas 2003 de la Banque mondiale (on ne dispose d'aucun chiffre concernant le RNB par habitant pour le Myanmar, mais celui-ci figure parmi les dix pays les plus corrompus)



# Le coût de la corruption

- Corruption : diversion de biens publics en vue d'en tirer un avantage privé.
- La corruption est omniprésente et ne se limite pas aux économies en développement et émergentes.
- Études de cas en Afrique : le chantage ajoute 8 % au coût de faire des affaires.
- En Chine, on estime que la corruption représente 15 % du PIB.
- Une diminution d'une unité sur un indice de corruption de 10 points diminue le PIB réel de 0,3 % à 1,8 %.



## Quelques « privilégiés »

### Rapport de Transparency International des dix dirigeants les plus corrompus

Despote détourné	Pays	Estimation du montant
● Président Suharto 1967-1998	Indonésie	15 milliards - 35 milliards
● Ferdinand Marcos 1972-1986	Philippines	5 milliards - 10 milliards
● Mobutu Sese Seko 1965-1997	Zaire	5 milliards
● Sani Abacha 1993-1998	Nigeria	5 milliards
● Slobodan Milosevic 1989-2000	Yougoslavie	1 milliard
● J-C Duvalier 1971-1986	Haïti	300-800 millions
● Alberto Fujimori 1990-2000	Pérou	600 millions
● Pavlo Lazarenko 1996-1997	Ukraine	114-200 millions
● Arnaldo Aleman 1997-2002	Nicaragua	100 millions
● Joseph Estrada 1998-2001	Philippines	78-80 millions
● Source : Rapport 2004 de Transparency International		



## Le coût de la corruption

- Elle mine la confiance du public dans les institutions publiques.
- La répartition inéquitable de la richesse et du revenu peut favoriser l'instabilité politique.
- Elle diminue les investissements étrangers directs (coût supplémentaire et incertitude).
- Elle diminue la transparence de la prise de décisions politiques.



## Le coût de la corruption

- Elle introduit des pratiques non efficaces sur les marchés.
- Elle peut compromettre l'atteinte des objectifs de développement durable.
- Elle accroît les risques pour la santé et la sécurité des citoyens.



# Importance des revenus tirés des ressources naturelles

- Les pays qui dépendent des revenus tirés des ressources naturelles peuvent être particulièrement sensibles à la corruption.
- Dépendance des revenus tirés des ressources naturelles
  - P. ex. recettes moyennes annuelles tirées des hydrocarbures (2000-2003) en pourcentage des recettes totales :
    - Nigeria (77 %); Russie (40 %); Indonésie (31 %); Mexique (32 %); Venezuela (53 %); Angola (81 %)
- Systèmes de contrôle inadéquats, manque de transparence dans la comptabilité et les rapports
- Projets souvent décentralisés générant d'importants revenus en « monnaie forte » qui traversent de multiples paliers avant d'aboutir dans les Trésors publics.



# Importance des revenus tirés des ressources naturelles

- Bon nombre d'organismes internationaux reconnaissent la « malédiction des ressources naturelles».
  - Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction;
  - Publish What You Pay Coalition (coalition pour la divulgation des dépenses);
  - Institut Revenue Watch.
- *Boniment* de la GOPAC auprès du Conseil des normes comptables internationales du secteur public.



# Rôle des parlementaires dans la lutte contre la corruption

- Le Parlement et les parlementaires jouent un rôle *essentiel* et *prépondérant* dans la lutte contre la corruption.
- Quatre secteurs revêtent une importance particulière : le plan législatif, le plan financier, la surveillance et la représentation.
- Plan législatif : adopter des lois sur le comportement; mettre l'accent sur l'intégrité du gouvernement; régimes de gestion financière et de gestion de la fonction publique; transparence et reddition de comptes



# Rôle des parlementaires dans la lutte contre la corruption

- Contrôle financier : rôle du Parlement dans la gestion financière; contrôle des cordons de la bourse; rapports financiers au Parlement
- Surveillance : vérificateurs et ombudsman; rapports à la direction du Parlement; interrogation par le public des ministres et des hauts fonctionnaires; comités
- Représentation : combinaison de délibération publique et d'établissement d'un consensus au Parlement, et participation des citoyens aux questions de politique publique



## Qu'est-ce que la GOPAC?

- Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption (GOPAC)
- Plus de 800 parlementaires répartis dans plus de 90 pays du monde, organisés en sections régionales et nationales
- Son président est le député John Williams (Canada), et son vice-président, le député Naser Al Sane (Koweït).
- Son secrétariat est établi à Ottawa, au Canada.
- [www.gopacnetwork.org](http://www.gopacnetwork.org)



# GOPAC : des parlementaires luttant contre la corruption

- Les membres de la GOPAC aident les parlementaires à améliorer leur capacité de lutter contre la corruption.
- Ils croient à l'importance de rassembler des spécialistes techniques ayant la *volonté politique* d'implanter des changements.
- Ils ont cerné sept domaines d'intérêt particulier : l'accès à l'information; la lutte contre le recyclage de l'argent; les conventions internationales contre la corruption; les codes de déontologie parlementaire; l'immunité parlementaire; le contrôle parlementaire; la transparence des recettes de l'exploitation des ressources,
- Groupes spéciaux mondiaux



## Initiative de lutte contre le recyclage de l'argent

- Il y a un lien étroit entre la corruption et le blanchiment de capitaux.
- Généralement, les régimes qui n'ont pas de mécanismes relatifs à la responsabilité et à la transparence ont des niveaux élevés de blanchiment de capitaux et de corruption.
- Initiative de lutte contre le recyclage de l'argent



# Pourquoi la lutte contre le blanchiment de capitaux est-elle tellement importante?

- Taille et ampleur du blanchiment de capitaux
- Motivation du blanchiment de capitaux avant et après les activités terroristes, narcodollars, argent sale, évasion fiscale
- La corruption et le blanchiment de capitaux menacent la sécurité internationale.
- Produits de la criminalité



# La politique sur la lutte contre le recyclage de l'argent et le mécanisme législatif

- Doivent être adaptés aux besoins précis de chaque territoire de compétence
- Des renseignements financiers sont essentiels pour mettre à jour et entraver les opérations de blanchiment d'argent et de financement d'activités terroristes.
- Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) établit des normes internationales.
- Le GAFI établit des normes concernant la lutte contre le recyclage de capitaux.
  - 40 recommandations en matière de blanchiment de capitaux
  - 9 recommandations spéciales sur le financement des activités terroristes.



# La politique sur la lutte contre le recyclage de l'argent et le mécanisme législatif

- Des exercices réguliers et mutuels permettent d'évaluer le respect de la loi.
- Création d'un énorme filet
- Questions de confidentialité
- Définition de « transactions suspectes »
- Secret professionnel
- Intermédiaires financiers



# La politique sur la lutte contre le recyclage de l'argent et le mécanisme législatif

- Instruments monétaires
- Fardeau de la preuve au sujet des saisies
- Virements télégraphiques et services bancaires en ligne
- Blanchiment de capitaux au pays et à l'étranger (système bancaire à l'étranger)
- Recouvrement des biens



## Structures organisationnelles de lutte contre le recyclage de l'argent

- Unité du renseignement financier
- Ministère ou organisme
- Ministre de tutelle
- Indépendance de l'organisme
- Nécessité d'établir des règles, des règlements et des lignes directrices, notamment pour les intermédiaires financiers



## Mise en œuvre de l'initiative de lutte contre le recyclage de l'argent

- Volonté politique
- Rôle des parlementaires
- Initiative de lutte contre le recyclage de l'argent de la GOPAC
- Coopération interinstitutions et internationale
- Cours de sensibilisation



## Mise en œuvre de l'initiative de lutte contre le recyclage de l'argent

- Ressources financières
- Gestion des risques
- Transparence et reddition de comptes
- Secteur financier : « Connaître son client. »
- Rapport sur le respect par les intermédiaires financiers